



Le débat sur les institutions se poursuit

J'ai lu les articles du dossier «Institutions et développement» de votre numéro de juin 2003 en espérant y trouver une réflexion allant au-delà du concept de croissance basée sur l'extraction, l'oxymoron du développement durable. La recherche de la prospérité économique ne fonctionne pas dans des pays qui ne disposent pas de ressources minières à traiter ni à vendre. L'objectif est alors plus fondamental : le bien-être humain trouvé dans les mesures synergiques d'une longue espérance de vie, d'une faible mortalité infantile, d'un haut niveau d'éducation et d'une faible fertilité.

Selon le rapport 1997 du Programme des Nations Unies pour le développement, «bien des aspects du dénuement — d'une mauvaise santé à la discrimination en passant par la violence familiale — ont peu de rapport avec le revenu». Il cite en exemple le Haryana, État du Nord de l'Inde, où le taux de mortalité infantile (68 pour 1.000 naissances vivantes) est quatre fois plus élevé qu'au Kerala, un État du Sud du pays, alors que le taux de croissance y est de 3,2 %, contre 0,3 % au Kerala. Celui-ci a atteint un niveau de bien-être plus élevé en raison de différences traditionnelles dans les institutions familiales : le régime patriarcal y est peu développé, alors qu'au Haryana les femmes souffrent de «privations systématiques». Ceux qui sont prêts à considérer le bien-être humain comme un objectif souhaitable peuvent s'inspirer de l'exemple d'une grande société comme celle du Kerala (32 millions d'habitants), qui a déjà acquis les deux comportements nécessaires pour assurer la viabilité de l'espèce humaine : une consommation modérée des ressources de l'écosystème et des familles de petite taille.

William M. Alexander

*Professeur émérite de politique alimentaire mondiale
California Polytechnic State University*

Dans votre rubrique *En bref* de juin 2003, vous avez choisi une heureuse citation de mon article sur le climat paru dans *F&D* en 1973 : les facteurs climatiques (dans les régions tropicales ou polaires, par exemple) peuvent fortement entraver le développement. Dans son article sur la même question, Daron Acemoglu affirme que les facteurs géographiques n'influent pas sur le développement. Il en veut pour preuve le fait que, il y a cinq siècles, les Moghols, les Aztèques et les Incas, qui vivaient dans des régions tropicales, étaient plus riches que des sociétés vivant dans des régions tempérées et qu'ils sont aujourd'hui plus pauvres. Son argument est hors de propos : Baber, fondateur de l'empire moghol, est parti de Kaboul et a établi sa capitale à Delhi — deux villes situées dans des régions tempérées; les Aztèques et les Incas habitaient en altitude — l'altitude l'emporte sur la latitude. L'Afrique est le principal continent tropical, et l'Afrique tropicale n'a jamais été plus riche que l'Europe.

Acemoglu affirme que les Européens ont mis en place le mauvais type d'institutions au Congo, dans les Caraïbes et en Amérique centrale, mais le bon type en Australie, au Canada, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Il est à noter que tous les pays de la première liste sont situés sous les tropiques, et ceux de la seconde dans des zones tempé-

rées. Est-ce une coïncidence? Ou le climat a-t-il influé sur les décisions des Européens? Acemoglu n'évoque pas l'implantation néerlandaise dans la région tropicale du Nord-Est du Brésil il y a 500 ans environ. Bien que les Néerlandais aient apporté avec eux leurs bonnes institutions, c'est l'une des régions les plus pauvres du Brésil. Le climat tropical de la région a-t-il eu une influence quelconque?

Il est futile de chercher à identifier un facteur unique qui détermine le sort économique de tous les pays. Dans mon livre *The Tropics and Economic Development* (Johns Hopkins Press for the World Bank, 1976), j'identifie les obstacles au développement économique dans un climat tropical. Dans *Economics for the Twenty-First Century* (Ashgate, 2001), j'examine d'autres facteurs qui influent sur le développement économique : société civile, cultures nationales, capital social, secteur public et gouvernement d'entreprise.

Andrew M. Kamarck
Brewster, Massachusetts

La nouveauté des vues exprimées dans les articles sur les causes ultimes du développement économique — en particulier, le rôle de la géographie et des institutions — réside dans le fait qu'elles sont basées sur des données empiriques tirées de régressions multiples. La régression linéaire est devenue l'une des principales (sinon la principale) sources de preuve dans l'analyse économique, bien qu'elle ignore souvent des faits bien connus des autres spécialistes de sciences sociales, soit parce que ces faits ne peuvent être facilement quantifiés, soit parce que les économistes choisissent simplement de les ignorer. Les économistes devraient se préoccuper davantage des processus sociaux complexes qui déterminent le développement économique.

Lorsque les Espagnols sont arrivés dans les Antilles et en Amérique du Sud au début du XVI^e siècle, ils y ont apporté un système de production agricole fondé sur le travail forcé et servile dans de grandes propriétés. Ce système, courant dans une grande partie de l'Europe méridionale jusqu'au XX^e siècle, n'a pas généré de développement économique essentiellement parce qu'il a maintenu des salaires très bas qui ont découragé la productivité, qu'il a maintenu le revenu des agriculteurs à un faible niveau et qu'il a freiné l'accumulation de capital par ceux-ci. Il constitue l'une des principales causes du sous-développement de l'Amérique latine et, bien qu'il disparaisse rapidement, il existe toujours sous diverses formes. Par contre, lorsque les Britanniques se sont implantés en Amérique du Nord au début du XVII^e siècle et plus tard en Australie et en Nouvelle-Zélande, ils ont apporté un système de production très différent, à savoir des fermes privées, le mercantilisme et finalement le capitalisme. Ce système a stimulé la production, a accru le revenu des agriculteurs et a soutenu la croissance économique.

Jeffrey Sachs se réfère à Adam Smith à propos de l'isolation géographique de l'Asie centrale. Pendant des siècles, l'Asie centrale fut au centre de la route commerciale connue sous le nom de route de la soie. Pendant longtemps, l'Égypte et l'empire romain ont importé de la soie de Chine. La route de la soie a continué de se développer



lorsque l'empire arabe a pacifié la majeure partie du Moyen-Orient. La région avait de grandes et riches métropoles telles que Samarkand et Boukhara, de grands centres commerciaux, politiques et culturels (malgré un bref recul pendant l'invasion mongole au XIII^e siècle) jusqu'au développement du commerce maritime entre l'Europe, l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient aux XVII^e et XVIII^e siècles. À l'époque d'Adam Smith, l'Asie centrale avait perdu son avantage comparatif non pas à cause de changements géographiques, mais à cause de la révolution des transports.

D'autres exemples montrent aussi qu'il n'y a pas de «fatalité géographique» qui puisse expliquer le développement ou le sous-développement économique. Un pays enclavé et montagneux comme la Suisse est le pays le plus riche d'Europe occidentale en dépit de son handicap géographique. Le Japon, qui aurait pu être handicapé par sa situation périphérique vis-à-vis des principales routes commerciales internationales, son paysage montagneux et son manque de ressources naturelles, est le pays le plus riche de l'Asie de l'Est. Ces deux pays doivent leur richesse à une politique économique avisée. Le Botswana, pays africain exemplaire, est enclavé et éloigné de toute route commerciale et se compose essentiellement d'un désert. Il dispose de ressources naturelles, mais moins que l'Angola voisin. Étant donné ses ressources naturelles, son climat, sa situation et sa démographie, l'Angola devrait mieux se porter que le Botswana, mais celui-ci est bien plus avancé grâce à plusieurs décennies de politiques économiques et d'investissements efficaces, à une bonne gestion et à des institutions qui œuvrent en faveur de la paix et de l'état de droit.

D'autres arguments appuyant la thèse géographique ont trait à l'incidence de la santé sur le développement : la malaria, le sida, la tuberculose, la malnutrition et la violence sont considérés comme des causes majeures du sous-développement. Mais des maladies mortelles (variole, rougeole, choléra, peste) ont sévi dans d'autres régions (en Europe, par exemple) sans que le développement économique en soit freiné pour autant. Au contraire, c'est en faisant face à ces maladies que l'on a mis en place des systèmes modernes de santé publique (eau salubre et assainissement, vaccination), qui, à leur tour, ont exercé un effet bénéfique sur l'économie.

La qualité des dirigeants est un élément fondamental du développement durable. Des dirigeants compétents peuvent et veulent relever les défis de la géographie, de l'histoire et de la concurrence internationale. Certains pays évoluent sans problème, trouvant les dirigeants dont ils ont besoin, alors que d'autres sont victimes de crises politiques et se tournent vers des dirigeants charismatiques pour se sauver. Les pays ont aussi besoin de dirigeants qui s'efforcent de bien gérer l'État et d'améliorer la politique économique. L'histoire montre que le développement n'est pas possible sans un tel esprit d'initiative, et il est certainement impossible si la corruption est courante.

Lorsque nous comparons les niveaux de développement économique dans différents pays, nous devons aussi prendre en compte l'aspect chronologique. Il a fallu environ deux siècles aux pays européens et à leurs «descendants» (Australie, Canada, États-Unis et Nouvelle-Zélande) pour atteindre le niveau de développement que nous utilisons maintenant comme référence (revenu par habitant équivalant à 10.000 dollars/euros en parité de pouvoir d'achat). Les pays

qui ont commencé à se développer plus tard avaient un avantage : ils avaient un modèle à suivre. Il n'a fallu au Japon qu'un siècle environ pour atteindre un niveau similaire de revenu par habitant et d'industrialisation. Aujourd'hui, les choses vont encore plus vite. À partir du moment où elles ont adopté les politiques adéquates, il n'a fallu à la province chinoise de Taiwan et à la République de Corée que 50 ans environ pour arriver au niveau en question.

L'Afrique représente le plus gros défi à relever. Elle commence seulement à se redresser après des centaines d'années d'instabilité et de domination politique, sociale et économique : invasion européenne, commerce des esclaves, colonisation et guerre froide. Cependant, depuis 2001, une Union africaine est mise en place et un nouveau programme de développement est engagé (NEPAD). Il reste à voir combien de temps il faudra pour accroître les revenus. De toute manière, l'Afrique est bien située et a un accès facile aux routes commerciales maritimes vers les autres continents. Elle dispose de ressources naturelles abondantes et de grandes rivières qui permettent de pénétrer loin à l'intérieur du continent. Jusqu'à présent, son développement a été limité essentiellement par l'instabilité politique et le manque de capital social. Cela peut changer rapidement si une politique adéquate est menée. Il n'existe pas de fatalité géographique, ethnographique, ni historique. C'est une question de temps, d'institutions, d'esprit d'initiative et de politique économique adéquate.

Michel Garenne

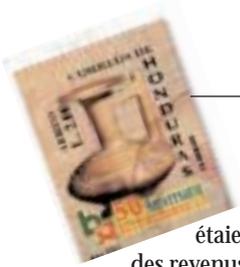
Institut de recherche pour le développement, Paris, France

Eneas Gakusi

Centre d'études et de recherches sur le développement international, Clermont-Ferrand, France

Pas de classe moyenne à l'échelle mondiale

Dans le numéro de septembre de *F&D*, Prakash Loungani examine diverses mesures de l'inégalité et conclut à juste titre que l'inégalité internationale mesurée par les revenus moyens (ou plutôt le PIB par habitant) a augmenté au cours des 25 dernières années. Nous observons donc au niveau international une divergence croissante au lieu de la convergence dont on parle tant. Il examine ensuite l'inégalité globale, c'est-à-dire l'inégalité entre tous les individus, où qu'ils vivent, et note une convergence. Cette affirmation est inexacte. Elle se fonde probablement sur de récents travaux de Surjit Bhalla et de Xavier Sala-i-Martin, qui utilisent la base de données de Deininger et Squire (DS). Cette base de données est inadaptée aux calculs de l'inégalité globale, pour les raisons suivantes, entre autres : 1) des quintiles (5 points de données) sont utilisés pour obtenir une approximation de la distribution du revenu dans un pays; 2) pour 85 % des pays/années, même des quintiles ne sont pas disponibles, si bien que les auteurs supposent soit que la distribution n'a pas changé entre les années pour lesquelles des données sont disponibles (*sic!*), soit que le changement a été linéaire; 3) si, initialement, les quintiles sont calculés à partir des données d'enquêtes, les auteurs multiplient les parts non par les moyennes des enquêtes comme ils devraient le faire, mais par le PIB par habitant (mélangeant donc les données des enquêtes et des comptes nationaux); 4) les quintiles figurant dans la base de données DS se rapportent aux ménages et aux individus; les auteurs mélangent



ces catégories et traitent les ménages comme s'ils étaient des individus; et 5) les quintiles des dépenses et des revenus sont traités comme s'ils étaient équivalents.

Ces résultats découlent donc non pas des données, mais bien des hypothèses des auteurs. Ils ignorent l'évolution de l'inégalité des revenus au sein des pays (voir point 2) et supposent, en dépit de toutes les données prouvant le contraire (voir Martin Ravallion, «Should Poverty Measures Be Anchored to the National Accounts?», *Economic and Political Weekly*, volume 34 (26 août), p. 3245–52), que la différence entre le PIB par habitant et les moyennes des enquêtes n'a pas d'effet sur la distribution du revenu. En termes plus simples, cela signifie que l'excédent du PIB par habitant par rapport aux moyennes des enquêtes — qui, nous le savons, s'explique par la sous-déclaration du revenu de la propriété et du revenu des travailleurs indépendants, ainsi que par la sous-évaluation des riches dans les enquêtes — est distribué de manière égale. Donc, on «donne» pour ainsi dire aux pauvres un revenu de la propriété qu'ils n'ont jamais reçu. Les pauvres ne seraient pas pauvres si nous supposions qu'ils sont riches, c'est sûr!

Bhalla et Sala-i-Martin ne calculent pas l'inégalité globale, mais bien l'inégalité internationale ajustée en fonction de la taille de la population. La différence entre les deux est précisément l'inégalité au sein d'un pays. En termes plus simples, si Bhalla et Sala-i-Martin expliquent le recul de l'inégalité globale par le fait que la croissance de la Chine et de l'Inde est plus rapide que dans les pays riches, ils ne tiennent pas compte de l'effet de l'augmentation de l'inégalité *au sein* de ces deux pays. Leurs résultats sont, au mieux, non éprouvés et, au pire, trompeurs (voir mon article «The Ricardian Vice: Why Sala-i-Martin's calculations of global inequality are wrong», à l'adresse www.ssrn.com).

Dans la seule étude de l'inégalité globale qui soit basée directement sur des données d'enquête (ce qui est d'un point de vue méthodologique le seul mode de calcul correct), je note une augmentation notable de l'inégalité globale entre 1988 et 1993 et une baisse entre 1993 et 1998 («True world income distribution, 1988 and 1993: First calculation based on household surveys alone», *Economic Journal*, volume 112 (janvier), p. 51–92). Mon étude souffre aussi du problème 5) susmentionné, mais elle montre certainement que, si nous utilisons la bonne méthode, il est beaucoup plus difficile de conclure que l'inégalité globale est en baisse.

Enfin, les désaccords sur le sens de l'évolution de l'inégalité globale, qui — positive ou négative — est de toute manière faible et pas nécessairement significative d'un point de vue statistique, nous écartent de la question fondamentale sur laquelle tous les auteurs sont d'accord : l'inégalité globale est extrêmement élevée, avec un coefficient de Gini [note de la rédaction : une mesure de l'inégalité où 0 représente une égalité parfaite et 100 une inégalité parfaite] de plus de 65 pour les revenus ajustés en fonction de la parité de pouvoir d'achat et de 80 si l'on utilise les taux de change. La distribution de la richesse à l'échelle mondiale est encore plus inégale qu'elle ne l'est dans les pays les plus inégalitaires, comme le Brésil et l'Afrique du Sud. Il est tout simplement inapproprié de parler, comme certains auteurs le font, d'une «classe moyenne mondiale».

Branko Milanovic
Banque mondiale, Washington

Prakash Loungani répond

Mon interprétation des données sur l'inégalité globale et l'émergence d'une classe moyenne à l'échelle mondiale repose en partie sur les vues exprimées par Stanley Fischer (discours devant l'American Economic Association en 2003) et David Dollar et Aart Kraay, de la Banque mondiale (Foreign Affairs, janvier 2002). Je n'ai pas tenu compte des données de Milanovic sur une augmentation de l'inégalité entre 1988 et 1993 en raison de la courte durée de la période couverte par son analyse; comme Dollar l'a indiqué, «la période 1988–93 fut la période de ces vingt dernières années qui n'a pas été favorable aux pauvres en Chine et en Inde». Néanmoins, Milanovic a raison de nous rappeler les limites de la base de données DS qui est utilisée par la Banque mondiale.

Pourquoi l'Afrique ne se développe-t-elle pas?

Dans son article «Débloquer la croissance en Afrique» (juin 2003), Kenneth Rogoff donne une recette pour la croissance : «en premier lieu, il faut que les pays africains s'ouvrent davantage au commerce mondial et à l'investissement direct étranger, et que leurs efforts ne restent pas sans contrepartie». Le commerce et l'investissement sont essentiels pour la croissance en Afrique. L'aide, même sous forme de dons, conduit parfois à la dépendance. Les prêts, lorsqu'ils sont bien gérés et que le mode de remboursement est bien établi, sont parfois utiles. Cependant, quand les pays industrialisés accordent des dons et des prêts essentiellement pour créer des emplois dans leur propre économie, la capacité de cette aide à contribuer à la croissance en Afrique est sans doute limitée. Par exemple, lorsque l'appui à des projets agricoles en Afrique se présente sous forme de véhicules (parfois chers), la contribution à la croissance est minimale et les prêts sont rarement remboursés. L'aide sous forme de technologies, en particulier de machines que le pays bénéficiaire n'a pas les moyens d'entretenir, se transforme souvent en doléances et en tas de ferraille.

Dans le cas du Nigéria, l'ouverture aux échanges a signifié des importations massives de biens allant de cure-dents, de céréales, de produits d'élevage et de boissons santé à des véhicules flambants neufs ou en mauvais état. La proportion des Nigériens employés dans le secteur manufacturier a baissé. Des entreprises ferment leurs portes. La pauvreté est endémique. En dépit de l'absence de statistiques fiables, il n'est pas certain que le Nigéria ait enregistré une croissance réelle, du moins depuis l'ajustement structurel engagé au milieu des années 80. Preuve en est l'accélération de l'immigration illégale des Nigériens, sous la pression des conditions économiques intérieures, en Europe et en Amérique du Nord.

Tandis que les États-Unis subventionnent leur industrie de l'acier et que les pays industrialisés dépensent 300 milliards de dollars par an en subventions agricoles, le Nigéria et d'autres pays moins développés éliminent leurs subventions et réduisent leurs dépenses de santé et d'éducation. Ajoutons-y la dévaluation des monnaies nationales et la libéralisation des échanges, et le résultat, c'est une contraction de l'activité réelle et la pauvreté. Aujourd'hui, le Nigéria est tributaire des importations de riz et de volaille. Le secteur de la volaille a pour ainsi dire disparu.

Chinedum Nwajiuba
Département d'économie agricole
Imo State University, Owerri, Nigéria

Bravo à l'équipe de *F&D* pour la nouvelle présentation de la revue qui donne un plaisir à lire. L'article de la rubrique *Entre nous* intitulé «Débloquer la croissance en Afrique» (juin 2003) a particulièrement retenu mon attention pour sa qualité et sa clarté d'analyse.

Cette excellente analyse nous rappelle que l'aide (accumulation de capital physique) n'est pas un facteur de croissance. La croissance dépendrait beaucoup plus des «facteurs intangibles» (institutions, gouvernement). Cela a été confirmé par une étude récente du FMI qui relève que la différence des taux de croissance entre les pays est due à la qualité des institutions. L'auteur de l'article a si bien montré que, dans les années 70, les prêts étaient importants sans que cela se traduise par un véritable décollage de l'économie pour des raisons bien connues, notamment le choix des projets (phénomènes d'éléphants blancs), l'affectation d'une bonne partie des crédits aux secteurs sociaux dits indirectement productifs, qui ne pouvaient générer des ressources pour les remboursements des dettes, et le problème de gestion des aides. Finalement, la qualité des institutions devenant un facteur de croissance, les équipes élaborant les fameux documents de réduction de la pauvreté doivent s'arracher les cheveux!

Jean Pierre Kpata
Bangui, République Centrafricaine

Le FMI doit sonner l'alarme

Kenneth Rogoff indique à juste titre que l'avenir du FMI dépend de sa plus grande franchise dans ses évaluations des

pays, même si cela revient parfois à précipiter une crise qui aurait pu être retardée («Faut-il crier hurra ou siffler les fautes?», septembre 2003).

Le professeur Rogoff n'aborde pas la question fondamentale de savoir comment la politique de prêt au cas par cas menée par le FMI depuis 1995 a peut-être joué un rôle dans certaines crises financières et comment elle risque d'amplifier de futures crises financières dans les marchés émergents. Faute d'une limite d'accès aux prêts du FMI depuis la crise du peso mexicain en 1995, les marchés financiers ont souvent été encouragés par les programmes de prêt à grande échelle du FMI, effectifs ou potentiels, à accorder des prêts assortis d'un risque moral. Comme l'illustrent les récentes crises en Argentine et en Russie, cette approche a tendance à retarder les crises de la dette et à les aggraver lorsqu'elles finissent par éclater. En outre, les pays se retrouvent avec un volume élevé de créances prioritaires, qui ne peuvent être restructurées. Malheureusement, les options de politique macroéconomique du pays endetté après la crise sont ainsi limitées.

Il est à espérer que, outre une plus grande franchise dans ses activités de surveillance, le FMI assurera une plus grande transparence de ses opérations de prêt. Il serait bon de commencer par rétablir la politique de limite d'accès que le FMI suivait avant la crise mexicaine.

Desmond Lachman
Associé,
American Enterprise Institute, Washington

Abonnez-vous à **Finances & Développement**

Pour comprendre en profondeur les tendances de l'économie mondiale, les décideurs du monde des affaires, de la finance et du secteur public de plus de 180 pays lisent *Finances & Développement*, qui paraît en mars, juin, septembre et décembre.

Formulaire de demande d'abonnement à compléter et à nous renvoyer

Nom _____
(Prénom) (Nom de famille)

Organisation _____ Titre _____

Rue ou boîte postale _____

Ville _____ État/Province _____

Pays _____ Code postal _____

Voie de surface (gratuit) Voie aérienne (20 \$ par an)

Mode de paiement (le règlement se fait à la commande)

Chèque ou mandat en dollars EU ci-joint
(chèque en dollars EU à l'ordre de IMF Publication Services)

Veuillez débiter de _____ \$ ma carte

American Express MasterCard VISA Date d'expiration ____ / ____
Mois Année

Numéro _____ - _____ - _____

Signature _____ Télécopie _____
(Obligatoire)

Catégorie professionnelle

- 1 Étudiant
- 2 Banque centrale
- 3 Ministère des finances
- 4 Banque commerciale
- 5 Autre établissement financier
- 6 Organisme de planification
- 7 Organisme international ou régional
- 8 Bibliothèque publique
- 9 Enseignant (enseignement supérieur)
- 10 Autre organisme gouvernemental
- 11 Organisation non gouvernementale
- 12 Presse
- 13 Entreprise privée
- 99 Autre _____

International Monetary Fund

Publication Services
Box FD-403
Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430
Fax : (202) 623-7201
E-mail : publications@imf.org

Édition choisie

- Anglais Arabe Chinois Espagnol Français